

*Débat spécial*

deur et lorsqu'il a été chargé de la distribution de vivres aux Éthiopiens qui mouraient de faim.

J'espère que le Canada se fera en Somalie une aussi bonne réputation qu'en Éthiopie. Ça faisait chaud au coeur, lorsque la voiture de l'ambassade s'arrêtait aux feux rouges ou que nous marchions dans les rues, d'entendre les enfants et les anciens chuchoter, ou parfois même crier: Canada! Canada! J'espère que nous laisserons ce genre de réputation derrière nous lorsque nous quitterons la Somalie.

Les Canadiens ont vu les scènes d'horreur en provenance de Somalie, et je suis certain que nous sommes tous d'accord qu'il faut intervenir pour que l'aide humanitaire parvienne aux affamés. Reste à savoir quel est la meilleure façon de le faire.

Jeudi dernier, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté à l'unanimité la résolution 794 qui recommande que soient prises des mesures extraordinaires pour assurer l'acheminement des secours d'urgence dans toutes les régions de Somalie. C'est la première fois que les Nations Unies interviennent dans les affaires internes d'un pays avec le mandat d'avoir recours à la force offensive si nécessaire. À mon avis, c'est la décision la plus importante qu'ait pris le Conseil de sécurité depuis la guerre du Golfe.

Étant donné que les vies de 900 Canadiens vont être mises en danger sur le front de cette extraordinaire opération de sauvetage, la décision d'envoyer nos troupes mérite d'être étudiée de près et d'être débattue à la Chambre. En tant que députés, notre rôle est de nous faire les porte-parole de tous les Canadiens et d'exprimer leurs inquiétudes, plus particulièrement celles des familles des militaires qui ont renoncé à passer Noël en famille et qui doivent accepter le risque que nos forces terrestres seront beaucoup plus vulnérables que lors de la guerre du Golfe.

Je suis par conséquent fort contrarié que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ait annoncé vendredi dernier que le Canada participerait à cette opération sous commandement américain sans avoir au préalable consulté le Parlement et sans en avoir parlé à la Chambre alors qu'elle aurait parfaitement pu le faire.

Vendredi, pendant la période des questions, la députée de Northumberland a demandé à la secrétaire d'État si nous enverrions des troupes ou non. C'était là une occasion en or pour l'annoncer à la Chambre. Mais qu'a-t-elle fait au lieu de cela? Elle s'est précipitée dehors pour en faire l'annonce aux médias. C'est tout à fait déplorable.

La résolution n° 794 du Conseil de sécurité s'éloigne beaucoup de la notion habituelle de maintien de la paix. En fait, même si nous nous lançons dans une nouvelle

voie inconnue et risquée en parlant d'établissement ou d'instauration de la paix, mon parti souscrit à cette décision des Nations Unies de prendre des mesures plus fermes en Somalie. Cependant, on doit nous convaincre que c'est là la meilleure solution pour faire parvenir des denrées et de l'aide aux affamés et aux malades du pays.

Qu'en est-il de la promesse du président Bush de retirer les forces américaines d'ici le mois de janvier prochain? Qu'arrive-t-il alors de la force multinationale? Dans quelle situation les troupes canadiennes vont-elles être placées? Qu'en est-il des forces de l'Éthiopie voisine dont les ressources sont limitées et qui participeront également à cette mission de paix?

Nous intervenons dans une guerre civile sans aucune garantie que les principaux instigateurs de cette initiative, les États-Unis, sont disposés à finir ce qu'ils ont entrepris. Nous pourrions faire face à un autre conflit prolongé du genre qui peut durer des années. Nous risquons d'être plongés dans un conflit interminable sans avoir un plan bien arrêté après la mi-janvier. Pensez-vous vraiment que nous pouvons régler tous les problèmes de la Somalie en moins de deux mois? Est-il juste envers les Somaliens de rétablir la paix pendant une journée et de s'enfuir ensuite par la porte arrière? Je voudrais bien connaître les projets du gouvernement avant que nous ne souscrivions à un projet de force multinationale. Manifestement, il est nécessaire de finir ce que nous entreprenons en Somalie.

Je suis d'accord pour qu'on franchisse une première étape. Cependant, si nous le faisons, nous devons être prêts à assurer la sécurité à long terme dans la région car autrement, tous nos efforts seront gaspillés par les seigneurs de la guerre qui reprendront les combats sitôt que la force multinationale aura quitté le pays.

J'ignore également au juste qui va apporter l'aide financière nécessaire pour établir l'infrastructure essentielle et les institutions démocratiques voulues en Somalie. Nous attendons-nous simplement à ce que les États-Unis fassent payer la facture à la communauté internationale comme ils le font toujours dans le cas des Nations Unies? Sauf erreur, le secrétaire général peut créer un fonds pour financer l'opération, ce qui est tout à fait équitable. Cependant, je voudrais demander aux Nations Unies pourquoi les contribuables canadiens doivent payer 14 millions de dollars par an pour maintenir à Chypre des troupes auxquelles j'ai rendu visite il y a une semaine à peine.

Est-il équitable que les pays qui envoient des troupes et offrent d'autres ressources soient ceux qui paient la note ou ne devrait-on pas demander à tous les pays membres des Nations Unies de payer leur écot? Je pense que la réponse est claire en l'occurrence.